

Premier tour des élections départementales, l'opposition de gauche est en progression

Écrit par Gabriel AMARD, secrétaire national du Parti de Gauche en charge des élu-e-s
Mardi, 24 Mars 2015 18:00 - Mis à jour Vendredi, 27 Mars 2015 11:45



Le constat du premier tour des élections départementales est sans appel. L'abstention touche près d'un électeur sur deux. C'est le premier parti de France. Mais sa progression n'est pas due à un désintérêt pour la chose publique. Au contraire, l'abstention est politique : elle marque l'incompréhension face à un scrutin où personne ne connaît les futures compétences des conseils généraux, quelques mois seulement après l'annonce de leur suppression. Elle est surtout le symbole d'un rejet de la classe politique, qui méprise le peuple, ne respecte plus sa volonté, et qui met à mal la démocratie.

L'alliance libérale et pro-austérité UMP-UDI est largement en tête et en passe de diriger la majorité des départements. Le FN, que beaucoup disaient premier parti de France, est deuxième, loin derrière la droite, mais s'assure les prémices d'un ancrage territorial. Il a fourni des arguments de choix à l'UMP et au PS pour que leurs électeurs votent utiles. Le PS loin de résister, est balayé. Les électeurs socialistes se sont majoritairement abstenus rejetant la politique libérale de François Hollande et de Manuel Valls et leur inféodation à la Commission européenne et au gouvernement Merkel.

L'autre gauche malgré les manœuvres du ministère de l'Intérieur pour agréger ses résultats à ceux du PS en étiquetant « Divers gauche » nombre de listes d'alliances avec EELV ou les mouvements citoyens soutenus par le PG ou le FDG, EELV, et Nouvelle Donne réalise des scores en progression par rapport aux élections européennes. Les meilleurs résultats du PG et du FDG sont ceux des binômes avec EELV en moyenne de 13,6% et les démarches citoyennes comme en moyenne encore à Toulouse (15%), dans l'Aveyron (15,22 %) ou le Jura (15,89%)...

Les Français n'ont jamais autant fait de politique, mais ils n'ont aussi jamais fait autant de politique hors des partis. Les citoyen-ne-s atterrés, révoltés, syndicalistes, associatifs, citoyens dégoûtés ou non de la politique qui se retrouvent autour de valeurs et de combats communs comme la lutte contre les grands projets inutiles, contre le nucléaire, contre le Grand marché transatlantique, contre la fermeture de services publics, contre l'austérité militent de plus en plus rarement au sein des partis. Notre rôle n'est plus de les encadrer mais d'élaborer avec eux le monde de demain, en participant partout où c'est possible à la formation de larges rassemblements